



Akwaba Dablamakan S.

La Côte d'Ivoire au Travail

La Côte d'Ivoire avance loin des bruits. Routes, ponts, zones industrielles, ports modernisés : le pays est en chantier permanent. Homme d'action et loin du populisme, le président Alassane Ouattara a insufflé à l'économie ivoirienne depuis plusieurs années une dynamique de transformation et de modernisation.

Les indicateurs confirment cette progression. Avec un PIB estimé à plus de 86 milliards de dollars et une croissance autour de 6 %, la Côte d'Ivoire demeure l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest. Les projections des institutions internationales annoncent d'ailleurs une croissance soutenue dans les années à venir.

Cette performance s'appuie notamment sur le Plan National de Développement, qui stimule les investissements, renforce les infrastructures et encourage l'industrialisation. L'investissement représente aujourd'hui plus de 23 % du PIB, preuve d'une économie en mouvement.

Entre agriculture performante, essor des services et montée de l'agro-industrie, le pays consolide sa position de locomotive économique de l'UEMOA.

SANTÉ, SOCIAL, ÉDUCATION, ÉNERGIE...



VOICI LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL D'ALASSANE OUATTARA



ATTRACTIVITÉ MINIÈRE

La Côte d'Ivoire en tête de l'Afrique de l'Ouest et dans le TOP 5 africain

DÉCÈS DU PÈRE DU DG DE LA SNEPCI

Le ministre Amadou Coulibaly apporte sa compassion à la famille Nouho

Vous avez loupé l'actualité ces temps-ci ? Séance de rattrapage...

COOPÉRATION

Dominique Ouattara reçoit le chargé d'affaires américain



La Première dame de Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara, a reçu en audience, le mardi 3 mars 2026, dans ses bureaux de Cocody, Junaid Munir, chargé d'affaires de l'Ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire. Il était accompagné de Jenny Bah, première secrétaire de la Section politique et économique de l'Ambassade. Les échanges ont porté sur la qualité des relations d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et les États-Unis, ainsi que sur les actions menées par la Première dame en faveur des enfants ivoiriens et africains. Mme Ouattara a également évoqué sa participation prochaine au sommet organisé à Washington par la Première dame des États-Unis, Melania Trump, prévu les 24 et 25 mars 2026. Elle a exprimé sa gratitude à ses hôtes pour cette visite empreinte de cordialité et de renforcement des liens bilatéraux.

CÔTE D'IVOIRE

Des organisations de la société civile dressent le bilan des élections de 2025

À l'issue des élections législatives partielles organisées à Toumodi et à Massala-Dualla, qui marquent la clôture du cycle électoral de 2025, les regards se tournent désormais vers les prochaines échéances prévues en 2028, notamment les municipales et les régionales.

Avant cela, le Forum de la société civile pour l'Afrique de l'Ouest, section Côte d'Ivoire (Foscao-CI), a organisé, le 26 février 2026, à Abidjan-Cocody, un panel d'évaluation consacré à l'élection présidentielle et aux législatives de 2025. Placée sous le thème « Bilan de l'élection présidentielle et des élections législatives en Côte d'Ivoire », cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement de la participation citoyenne inclusive et apaisée des jeunes et des femmes à l'élection présidentielle de 2025 en Côte d'Ivoire », soutenu par le National Endowment for Democracy (NED). Les discussions ont porté sur plusieurs thématiques, notamment la participation politique des femmes et des jeunes, le respect des droits de l'homme durant le processus électoral, ainsi que l'impact de la désinformation en ligne sur le scrutin de 2025.

TONKPI / JEÛNE ET CARÊME

Vagondo Diomandé soutient les communautés religieuses

Le général Vagondo Diomandé, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, a offert un important don en vivres aux communautés musulmane et chrétienne de la région du Tonkpi. La remise officielle s'est tenue le 27 février 2026, dans l'enceinte de l'ancienne mairie de Man, en présence des représentants religieux et des autorités locales.

Le don, estimé à plus de 30 millions de Fcfa, comprend 37 tonnes de riz, 440 cartons de sucre, de lait et de pâtes alimentaires. Il vise à accompagner les fidèles dans leur dévotion et à soulager les plus vulnérables durant cette période de privation. Le ministre a rappelé son attachement à ses concitoyens et aux valeurs spirituelles. Il a souligné l'importance de cette période commune aux deux grandes confessions, marquée cette année par la superposition du jeûne et du carême :

« L'heure est à la prière parce que c'est un mois hautement spirituel, aussi bien chez les chrétiens que chez les musulmans. Ces moments ont un seul sens, celui que nous recommande notre religion : le partage et surtout le vivre-ensemble. »

CÔTE D'IVOIRE - AUTRICHE

Deux accords majeurs pour le raffermissement de la coopération

Le ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, chargé de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Moussa Dosso, a reçu en audience, le jeudi 26 février 2026, Nikolaus Marschik, vice-ministre autrichien des Affaires européennes et internationales, en visite officielle à Abidjan.

Cette rencontre de haut niveau s'est conclue par la signature de deux accords structurants, porteurs d'un nouvel élan pour les relations ivoiro-autrichiennes. Le premier prévoit l'ouverture d'une section commerciale au sein de l'ambassade d'Autriche en Côte d'Ivoire. Le second institue un mécanisme de consultations politiques régulières entre les deux pays, afin d'approfondir le dialogue diplomatique, de favoriser la concertation sur les dossiers bilatéraux, régionaux et internationaux, et d'harmoniser les positions sur des enjeux stratégiques d'intérêt commun.

JOURNÉE MONDIALE DE L'AUDITION

La communauté sourde appelle à la progression des droits linguistiques

La Journée mondiale de l'audition, célébrée le mardi 3 mars 2026, remet au cœur du débat la question de la reconnaissance officielle de la langue des signes en Côte d'Ivoire. Cette campagne, organisée chaque année par le programme de prévention de la cécité et de la surdité de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), vise à sensibiliser sur la perte auditive et à promouvoir l'accès universel aux soins de l'oreille et de l'audition.

À cette occasion, Bony Maho Albert, président du conseil d'administration de la Fédération nationale des sourds de Côte d'Ivoire (Fenasoci), a rappelé que les personnes sourdes continuent de faire face à de « nombreux obstacles », notamment en matière d'éducation, d'emploi, d'autonomie économique, de justice, de santé et de participation citoyenne et démocratique.



COMMERCE ET INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

Sommet sur l'avenir de la CEDEAO



En marge du Sommet sur l'avenir de la CEDEAO, une réunion consultative régionale consacrée au commerce, à l'intégration économique et au développement durable en Afrique de l'Ouest se tient du 3 au 6 mars 2026, à Abidjan-Plateau.

Ce conclave vise à recueillir les points de vue des acteurs, y compris du secteur privé et de la société civile, sur l'intégration régionale et la transformation économique. Les consultations permettront d'analyser les recommandations issues des débats nationaux, d'examiner les contraintes transfrontalières affectant le commerce et l'industrialisation, d'identifier les actions prioritaires et de valider les propositions politiques à soumettre au Sommet du futur.



SOLIDARITÉ À ABOBO

Près de mille kits alimentaires offerts à des familles vulnérables

Une cérémonie de solidarité s'est tenue dans la commune d'Abobo, à l'initiative de l'Ambassade des Émirats Arabes Unis en Côte d'Ivoire. À cette occasion, 975 kits alimentaires ont été remis à des familles vulnérables par l'ambassadeur Ali Youssef Al Nuaimi et le Croissant-Rouge, en présence des autorités municipales, conduites par le maire Kandia Camara. L'événement s'est déroulé le lundi 2 mars 2026, dans la salle des mariages de la mairie.

Le deuxième adjoint au maire, Koné Siaka, a salué ce geste de solidarité, soulignant qu'il symbolise l'excellence des relations entre la Côte d'Ivoire et les Émirats Arabes Unis, tout en plaçant l'humain au cœur de l'action sociale.

Au nom des bénéficiaires, Bamba Mamadou a exprimé sa gratitude envers l'ambassadeur et la municipalité. Le maire Kandia Camara a, pour sa part, remercié les Émirats Arabes Unis pour ce soutien en cette période de ramadan et de carême, moments de prière et de partage. Elle a formulé des vœux de paix et de prospérité à l'endroit des deux nations, renforçant ainsi les liens de coopération et de solidarité.



CONSEIL CAFÉ-CACAO

Le prix du cacao fixé à 1 200 F CFA/kg : une baisse historique qui secoue la filière



Le kilogramme de cacao est désormais fixé à 1 200 francs CFA pour la campagne intermédiaire en Côte d'Ivoire. Une décision des autorités qui intervient après l'effondrement des cours mondiaux et qui marque un tournant majeur pour les producteurs ivoiriens.

Une décision officialisée pour la campagne intermédiaire.

L'annonce a été faite par le Conseil du Café-Cacao, organe de régulation de la filière. Le prix bord champ du kilogramme de cacao passe ainsi de 2 800 F CFA (niveau record fixé pour la campagne principale 2025-2026) à 1 200 F CFA pour la campagne intermédiaire.

Cette réduction représente une baisse de plus de 50 %, un ajustement brutal qui suscite déjà de nombreuses réactions dans les zones de production.

Selon les autorités, cette mesure est la conséquence directe de la forte volatilité des cours internationaux du cacao. Après avoir atteint des sommets historiques en 2024 et au début de 2025, les prix mondiaux ont connu une chute importante, obligeant l'État ivoirien à revoir sa politique de fixation du prix garanti aux producteurs.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL EN CAUSE

La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, dépend fortement du marché international. Lorsque les cours étaient en

forte hausse, le gouvernement avait décidé de fixer un prix exceptionnel de 2 800 F CFA/kg afin de permettre aux planteurs de bénéficier de cette embellie. Cependant, le retournement du marché mondial a créé un déséquilibre entre le prix garanti localement et la réalité des transactions à l'exportation. Pour éviter un déficit trop lourd dans la commercialisation et préserver l'équilibre du système, les autorités ont opté pour un ajustement à 1 200 F CFA/kg pour la petite campagne.

UNE MESURE QUI IMPACTE DIRECTEMENT LES PRODUCTEURS

Dans les régions cacaoyères notamment à Daloa, Soubé, Gagnoa ou San Pedro, la nouvelle suscite inquiétude et incompréhension. Pour de nombreux planteurs, le prix de 2 800 F CFA avait redonné espoir après plusieurs années marquées par des difficultés climatiques et la hausse du coût des intrants agricoles.

La baisse à 1 200 F CFA pourrait réduire considérablement les revenus des ménages dépendants de la culture du cacao. Les charges liées à l'entretien des plantations, à la main-d'œuvre et aux produits phytosanitaires demeurent élevées, ce qui rend la marge bénéficiaire plus étroite.

Toutefois, il est précisé que certains stocks résiduels issus de la campagne principale continueront d'être achetés au prix antérieur de 2 800 F CFA/kg dans le cadre des dispositions déjà engagées.

Les prochains mois seront déterminants pour la filière. Les autorités ivoiriennes devront concilier soutien aux producteurs, stabilité budgétaire et compétitivité sur le marché mondial. Une chose est certaine : la fixation du prix à 1 200 F CFA/kg marque un tournant important pour la campagne 2025-2026 et ouvre un nouveau chapitre dans la gestion de l'or brun ivoirien.

SANTÉ, SOCIAL, ÉDUCATION, ÉNERGIE...



Véritable colonne vertébrale de l'action gouvernementale, le Programme National de Développement (PND) incarne la vision stratégique des autorités ivoiriennes pour bâtir une économie forte, inclusive et résiliente. À travers des cycles quinquennaux successifs, ce plan entend accélérer l'industrialisation, moderniser les infrastructures et améliorer durablement les conditions de vie des populations, avec en ligne de mire l'émergence à l'horizon 2030.

Voici le programme de développement national d'Alassane Ouattara

UN CADRE STRATÉGIQUE POUR PILOTER L'ACTION PUBLIQUE

Mis en place au lendemain de la crise postélectorale, le PND s'est imposé comme l'outil central de planification économique et sociale du pays. Chaque ministère, chaque institution publique et chaque projet d'envergure s'inscrivent désormais dans ce cadre global. Les différentes phases (2012-2015, 2016-2020, 2021-2025) ont permis de structurer les priorités nationales autour d'objectifs chiffrés : croissance soutenue, amélioration du climat des affaires, renforcement de la stabilité macroéconomique et augmentation des investissements publics et privés. Avec une croissance soutenue mais plus inclusive.

Au fil des années, la Côte d'Ivoire a affiché des taux de croissance parmi les plus élevés du continent. Toutefois, les autorités ont progressivement mis l'accent sur la nécessité de rendre cette croissance plus inclusive.

Le PND 2021-2026 insiste ainsi sur la transformation structurelle de l'économie, afin de réduire la dépendance aux matières premières agricoles et d'accroître la part de l'industrie dans le produit intérieur brut. L'objectif est de créer davantage d'emplois qualifiés et d'élargir la base productive nationale.

L'INDUSTRIALISATION COMME MOTEUR

La stratégie industrielle occupe une place centrale. Il s'agit notamment de : développer des zones industrielles modernes ; encourager la transformation locale du cacao, de l'anacarde et d'autres produits agricoles ; attirer des investissements directs étrangers ; renforcer les chaînes de valeur nationales. Cette orientation vise à capter une plus grande part de la richesse produite sur le territoire et à consolider l'au-

tonomie économique du pays. Pour cela, comme l'a toujours souligné le président Alassane Ouattara, le capital humain, doit être le levier du développement. Car sans les hommes, qui apportent leur talent, leurs expertises, toute action pour amorcer le développement économique, industriel, monétaire et social sera vaine. Le capital humain doit donc être au cœur des priorités.

Le développement ne se limite pas aux infrastructures. Le PND accorde aussi une importance particulière à l'éducation, à la formation professionnelle et à la santé.

Des investissements sont orientés vers la construction d'écoles, d'universités et d'établissements sanitaires, ainsi que vers le renforcement de la couverture maladie universelle. L'enjeu est de doter le pays d'une main-d'œuvre qualifiée et compétitive, capable de soutenir la dynamique industrielle.

INFRASTRUCTURES ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Ponts, autoroutes, barrages hydroélectriques, réseaux d'eau potable et électrification rurale constituent des axes majeurs du programme. Ces projets visent à désenclaver les régions, fluidifier les échanges commerciaux et améliorer la qualité de vie des populations. Le développement régional équilibré est présenté comme un levier essentiel pour réduire les disparités entre Abidjan et l'intérieur du pays.

INCLUSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ NATIONALE

Le PND intègre également des mécanismes de protection sociale destinés aux populations vulnérables. Programmes d'aide, autonomisation des femmes, insertion des jeunes et soutien à l'entrepreneuriat figurent parmi les actions prioritaires. La promotion de l'emploi des

jeunes demeure un enjeu central dans un contexte démographique dynamique.

A cela s'ajoutent la bonne gouvernance et la modernisation de l'État. La modernisation de l'administration publique constitue un autre pilier du programme. Digitalisation des services, réforme des finances publiques, amélioration de la transparence et lutte contre la corruption participent à renforcer la crédibilité de l'État et la confiance des investisseurs.

CAP SUR 2026-2030 : CONSOLIDER ET ACCÉLÉRER

Un nouveau cycle couvrant la période 2026-2030 entend approfondir les réformes engagées. L'accent devrait être mis sur l'innovation, la transformation numérique, la transition énergétique et la qualité des services publics.

L'ambition affichée est de bâtir une économie plus compétitive et plus résiliente face aux chocs extérieurs, tout en garantissant une meilleure redistribution des fruits de la croissance.

UNE VISION À LONG TERME

À travers le Programme National de Développement, le président Alassane Ouattara inscrit son action dans une logique de continuité et de projection vers l'avenir. Plus qu'un simple plan économique, le PND se veut un instrument de transformation globale, destiné à positionner durablement la Côte d'Ivoire parmi les économies émergentes du continent africain d'ici 2030. En avant pour le développement total déjà amorcé par le Chef de l'État. Car avec Alassane Ouattara, aucune promesse n'est vaine.

RAMADAN 2026

Dominique Ouattara offre 130 millions FCFA de dons à la communauté musulmane



Le siège de la Fondation Children Of Africa a abrité, le mercredi 4 mars 2026, une cérémonie de remise officielle de dons en vivres et en produits non alimentaires d'une valeur globale de 130 millions de FCFA. Cette action, initiée par la Première Dame de Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara, s'inscrit dans le cadre du mois béni de Ramadan. Selon les informations communiquées au cours de la cérémonie, ces dons sont destinés aux guides religieux musulmans, aux mosquées du District d'Abidjan et de l'intérieur du pays, ainsi qu'à une soixantaine d'ONG et d'associations musulmanes.

Prenant la parole, Dominique Ouattara a souligné la portée solidaire de cette initiative. « Ce geste de solidarité vise à accompagner nos guides religieux, les mosquées du District d'Abidjan et de l'intérieur du pays, ainsi qu'une soixantaine d'ONG et d'associations musulmanes, afin que cette période de jeûne, de prière et de partage se déroule dans la sérénité et la dignité pour tous », a-t-elle déclaré. La Première Dame a également insisté sur la dimension spirituelle et sociale du mois de Ramadan. « Le Ramadan est un moment de recueillement, de partage et de générosité. Il nous rappelle l'im-

portance de la solidarité et de l'attention portée aux plus vulnérables », a-t-elle affirmé.

Plusieurs personnalités ont pris part à la cérémonie, notamment la ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, Myss Belmonde Dogo, ainsi que le Directeur de Cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, représentant le Général Vagondo Diomandé.

Dominique Ouattara a exprimé sa gratitude à l'endroit des autorités présentes et des guides religieux musulmans pour leurs prières et bénédictions. Elle a, par ailleurs, relevé la coïncidence cette année entre le Ramadan et le Carême chrétien. « Je forme le vœu que ces moments de recueillement renforcent davantage la fraternité entre les confessions et consolident notre unité nationale, dans la paix et la cohésion sociale », a-t-elle conclu.

À travers cette action, la Fondation Children Of Africa réaffirme son engagement constant en faveur des populations vulnérables et de la promotion du vivre-ensemble en Côte d'Ivoire.

Kelyane Koffi



COUPURES D'ÉLECTRICITÉ

Le gouvernement évoque la vétusté du réseau et annonce un programme de modernisation



À l'issue du Conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, s'est exprimé sur les récentes perturbations observées dans la fourniture d'électricité. Il a apporté des explications générales tout en indiquant que des précisions techniques seront ultérieurement fournies par le ministère en charge de l'Énergie. Selon lui, ces coupures ne constituent pas une situation exceptionnelle. Elles interviennent régulièrement à certaines périodes de l'année, notamment lors des fortes chaleurs, lorsque la demande en électricité augmente de manière significative.

« **Ce n'est pas nouveau. Chaque fois que nous entrons dans cette période de chaleur intense et de forte demande, nous rencontrons quelques difficultés** », a-t-il indiqué. Le ministre a toutefois tenu à rassurer sur les capacités énergétiques du pays. Selon lui, la Côte d'Ivoire dispose actuellement d'un niveau de production suffisant pour satisfaire sa consommation nationale.

« **Ce n'est pas un problème de production. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire produit suffisamment d'énergie pour couvrir sa consommation** », a-t-il affirmé.

Des équipements vieillissants sont pointés du doigt. Plusieurs équipements, notamment des transformateurs, présenteraient des signes de vétusté.

Le porte-parole du gouvernement a rappelé que ce type d'incident s'était déjà produit par le passé, lorsque certains transformateurs avaient subi des pannes ou des incendies en raison des fortes contraintes techniques liées à la chaleur et à la forte demande.

« **Très souvent, comme cela a été le cas lors de la grave crise que nous avons connue il y a quelques années, il s'agit d'un transformateur qui lâche, qui brûle ou qui s'incendie** », a-t-il expliqué.

Face à cette situation, les autorités ont engagé un programme de renouvellement et de modernisation des infrastructures de distribution électrique. Ce plan, piloté par le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, vise notamment à remplacer les équipements vieillissants et à renforcer la capacité du réseau face aux pics de consommation.

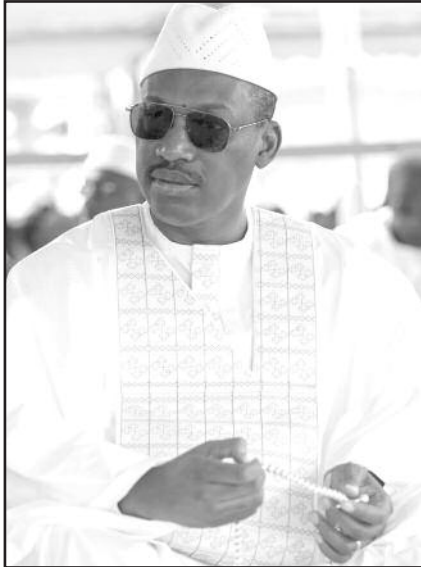
Le gouvernement se veut confiant quant aux résultats de ces investissements à moyen terme. « Nous pensons qu'à l'issue de la mise en œuvre de ce plan, dans quelques années, ce problème sera derrière nous », a assuré le porte-parole du gouvernement.

Dans l'intervalle, les autorités invitent les populations à la compréhension, tout en poursuivant les efforts d'investissement destinés à garantir une fourniture d'électricité plus stable et durable sur l'ensemble du territoire ivoirien.

Cynthia Koffi

HAUT-SASSANDRA

Le ministre Mamadou Touré renforce la solidarité pendant le Ramadan



Dans un élan de générosité, de partage et de fraternité, à l'occasion du mois béni de Ramadan, le Ministre Mamadou Touré a procédé, le samedi 28 février 2026, à une importante remise de vivres au profit des structures du RHDP et de la jeunesse locale à Daloa.

Ce don a été officiellement remis aux secrétaires de section, aux structures spécialisées du parti, ainsi qu'aux jeunes issus de la jeunesse communale et du Conseil National des Jeunes de Daloa. À travers cette action, le Ministre entend accompagner les populations en cette période de jeûne et de recueillement, marquée par la solidarité et l'entraide.

Pour cette première phase, ce sont 7 tonnes de riz et 1,5 tonne de sucre qui ont été distribuées à l'ensemble des bénéficiaires. Cette initiative s'inscrit dans une vaste opération de solidarité qui s'étend

progressivement à tous les responsables du parti et aux différentes localités de la région du Haut-Sassandra.

À terme, un total de 46 tonnes de riz et 19 tonnes de sucre sera mis à la disposition des fidèles musulmans et chrétiens durant cette période de jeûne, afin de soulager les familles, renforcer la cohésion sociale et promouvoir les valeurs de partage chères aux communautés.

Par ce geste hautement symbolique, le Ministre Mamadou Touré, également Président du Conseil régional du Haut-Sassandra, réaffirme son engagement constant aux côtés des populations. Il traduit ainsi sa volonté d'accompagner durablement les communautés, tout en consolidant les liens de solidarité et de proximité avec les habitants de la région.

Cynthia Koffi

PRÉSENTATION DES VŒUX 2026 DES AGENTS DE LA DGI

Une célébration d'unité, de gratitude et d'ambition renouvelée



La Mutuelle des agents de la Direction générale des impôts (Madgi) a organisé, au Club House Abinan Kouakou Pascal, son siège social, la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux au directeur général des Impôts, Ouattara Sié Abou.

Cette rencontre annuelle a permis de dresser le bilan des actions menées en 2025 et de présenter les orientations pour 2026, dans un climat de cohésion et de solidarité institutionnelle. Traoré Rokia, vice-présidente du Conseil d'administration, a salué l'implication du directeur général, qui a permis de surmonter une crise de trésorerie et de restaurer la confiance des partenaires.

Parmi les avancées majeures figurent la réhabilitation et le rééquipement de l'Hôtel médical des Impôts Kessé Feh, la modernisation du système de gestion de l'assurance maladie, le renforcement de la communication institutionnelle et la réforme de la gouvernance de la mutuelle. Ouattara Sié Abou, prenant la parole, a mis en avant la portée spirituelle de cette rencontre, invitant chacun à replacer les valeurs humaines et la spiritualité au cœur de l'action collective.

DÉCÈS DU PÈRE DU DG DE LA SNEPCI

Le ministre Amadou Coulibaly apporte sa compassion à la famille Nouho

Une délégation ministérielle s'est rendue auprès de la famille Nouho à la suite du décès, survenu le lundi 23 février, de Papa Assié Nouho, père de Serges Abdel Nouho, Directeur général de la SNEPCI, éditrice du quotidien Fraternité Matin.

Conduite par le ministre de la Communication, Amadou Coulibaly, dit Am's, la délégation comprenait des collaborateurs du ministère ainsi que des responsables de structures sous tutelle, venus exprimer leur solidarité à la famille éplorée.

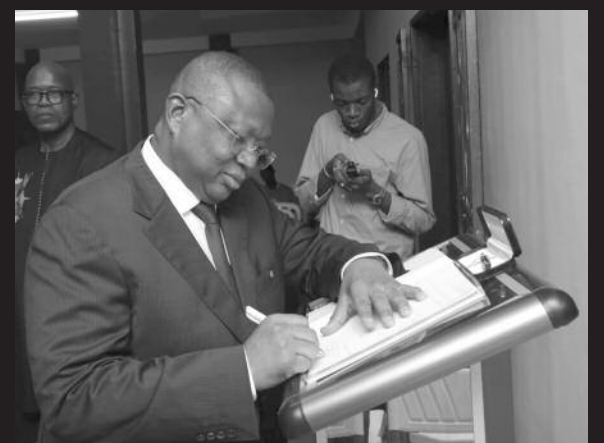
Au cours de cette visite, le ministre a tenu à traduire son soutien à Serges Abdel Nouho et à ses proches. « En ces moments de profonde douleur, je voudrais vous assurer de toute la compassion du gouvernement et de ma proximité fraternelle », a-t-il déclaré.

Évoquant les qualités professionnelles du Directeur général de la SNEPCI, il a ajouté : « Serges Abdel Nouho est un collaborateur engagé et dévoué au service de la presse publique. Sa peine est partagée par l'ensemble de la grande famille de la communication ». Le ministre a également salué la mémoire du défunt, rappelant l'importance des valeurs transmises au sein de la famille. « La perte d'un père est une épreuve d'une rare intensité. Mais elle laisse aussi un héritage de dignité et de travail qui continuera d'inspirer ses enfants », a-t-il souligné.

La cérémonie de condoléances s'est déroulée dans un climat de recueillement, marqué par des prières pour le repos de l'âme du vieux Assié Nouho et pour que la fa-

mille trouve la force nécessaire afin de surmonter cette douloureuse épreuve.

Cynthia Koffi



SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE 2026

Koné Bruno présente les 5 piliers de la stratégie nationale agricole



En marge de l'édition 2026 du Salon International de l'Agriculture (SIA) à Paris, la délégation ivoirienne conduite par le ministre de l'Agriculture, Bruno Nabagné Koné, a tenu, le 27 février 2026, une série de rencontres stratégiques avec des partenaires institutionnels français. Ces échanges visent à renforcer la coopération bilatérale et à mobiliser des financements en faveur de la modernisation du secteur agricole ivoirien, dans un contexte marqué par les enjeux de sécurité alimentaire et d'adaptation au changement climatique.

L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT

Reçue au siège de l'Agence française de développement (Afd), la délégation ivoirienne a présenté les cinq piliers de la stratégie nationale agricole : la souveraineté alimentaire (avec un accent particulier sur le riz), la compétitivité des filières, le financement inclusif, la sécurisation du foncier rural et l'adaptation au changement climatique. Au cours des échanges, le ministre Bruno Nabagné Koné a souligné la nécessité d'accélérer les investissements structurants. « Notre ambition est claire : garantir à la Côte d'Ivoire une souveraineté ali-

mentaire durable, en particulier sur des produits stratégiques comme le riz », a-t-il déclaré. Il a également insisté sur la dimension sociale de cette stratégie : « L'agriculture doit être un moteur de création d'emplois et de revenus décents pour nos producteurs, notamment les jeunes et les femmes. »

L'Afd a confirmé son engagement en Côte d'Ivoire, avec un portefeuille agricole estimé à environ 200 milliards de FCFA. Ce soutien financier accompagne plusieurs projets structurants dans les domaines des infrastructures rurales, du financement agricole et de la résilience climatique. La délégation ivoirienne a également échangé avec Business France en prélude au Forum économique France-Côte d'Ivoire prévu le 26 mars prochain.

BÂTIR UNE AGRICULTURE COMPÉTITIVE, DURABLE ET RÉSI-LIENTE...

Les discussions ont porté sur l'agri-tech, la mécanisation et l'irrigation, considérées comme des leviers majeurs pour moderniser le secteur. Pour le ministre, la transformation agricole passe par l'innovation. « Nous devons intégrer davantage de technologies dans nos systèmes de production pour gagner en productivité et en compéti-

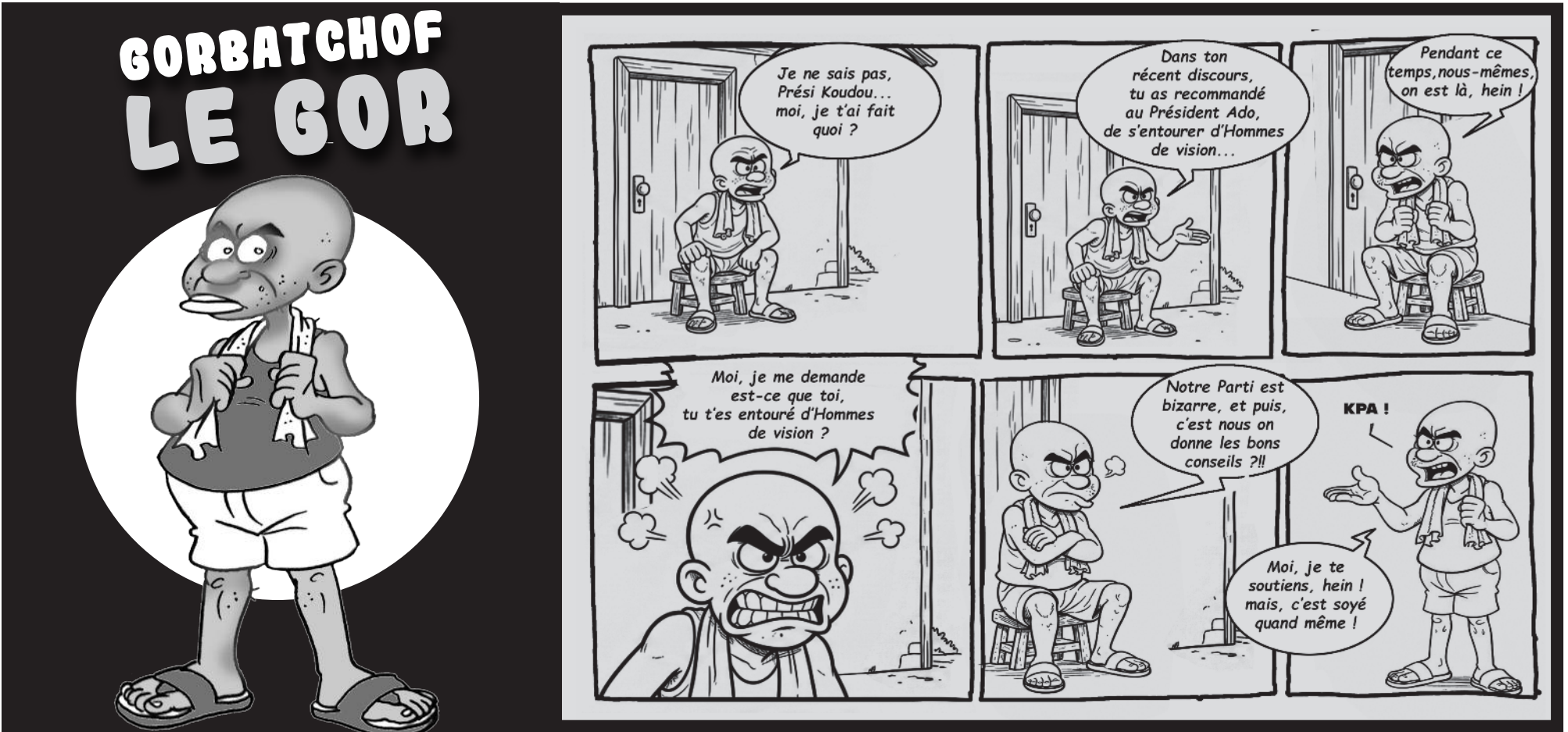
tivité », a-t-il affirmé, appelant à des partenariats concrets entre entreprises ivoiriennes et françaises.

Il a par ailleurs souligné que « la modernisation de notre agriculture est indissociable d'un meilleur accès au financement et à la sécurisation du foncier rural », deux axes jugés essentiels pour rassurer les investisseurs. À travers cette séquence parisienne, la Côte d'Ivoire confirme sa volonté de positionner l'agriculture comme un pilier central de sa transformation économique. La stratégie présentée met l'accent sur la valeur ajoutée locale, la réduction des importations alimentaires et le renforcement des chaînes de transformation.

« Nous voulons bâtir une agriculture compétitive, durable et résiliente, capable de nourrir notre population et de contribuer pleinement à la croissance nationale », a conclu le ministre Bruno Nabagné Koné.

La délégation ivoirienne s'est félicitée de la qualité des échanges et des perspectives prometteuses qui en découlent, traduisant un renforcement du partenariat franco-ivoirien dans le domaine agricole.

Mohamed Koffi



ATTRACTIVITÉ
MINIÈRELa Côte d'Ivoire en tête de l'Afrique
de l'Ouest et dans le Top 5 africain

La Côte d'Ivoire confirme son retour en force sur l'échiquier minier africain. Selon le classement annuel publié le 26 février 2026 par le Fraser Institute, le pays redevient la juridiction minière la plus attractive d'Afrique de l'Ouest, reprenant ainsi un leadership régional concédé au Ghana en 2024. Avec un score de 60,92 sur 100 à l'indice d'attractivité minière, contre 55,70 points en 2023, la progression est significative. Cette performance

place également la Côte d'Ivoire au 5^e rang continental, une position qui traduit la consolidation de son statut de destination minière stratégique en Afrique.

UNE AMÉLIORATION PORTÉE PAR LES FONDAMENTAUX DU SECTEUR

Le classement du Fraser Institute, considéré comme l'un des baromètres les plus crédibles de l'industrie minière mondiale, repose sur des enquêtes menées auprès de dirigeants et cadres supérieurs de compagnies minières opérant dans 68 juridictions. Deux critères structurent l'indice final : la perception des politiques minières (stabilité réglementaire, fiscalité, sécurité juridique, gouvernance) et l'évaluation du potentiel géologique.

Sur ces deux axes, la Côte d'Ivoire enregistre des gains notables par rapport à l'exercice précédent. Les investisseurs interrogés saluent notamment les efforts continus des autorités pour améliorer la transparence du cadre réglementaire, raccourcir les délais administratifs et renforcer la sécurité des titres miniers.

Cette montée en attractivité reflète avant tout un regain de confiance de la communauté minière internationale. Le pays bénéficie aujourd'hui d'une image de juridiction stable, prévisible et favorable à l'investissement, dans un contexte régional parfois marqué par des incertitudes politiques et sécuritaires.

Lors de l'événement Africa Down Under 2025, Justin Tremain, directeur général de Turaco Gold, opérateur du projet aurifère Afema, n'hésitait pas à déclarer qu'il n'existe « pas de meilleur endroit au monde » que la Côte d'Ivoire pour développer une mine d'or. Un témoignage révélateur de l'attractivité opérationnelle du pays.

Même son de cloche du côté d'Adam Oehlman, dirigeant de African Gold, qui met en avant la rapidité des découvertes et la qualité

des résultats obtenus sur le projet Didievi. Ces performances illustrent le fort potentiel encore inexploité du sous-sol ivoirien, en particulier dans l'or, mais aussi dans les métaux de base et les minéraux critiques.

DES PERSPECTIVES FAVORABLES À MOYEN TERME

À moyen terme, les perspectives du secteur minier ivoirien apparaissent solides. La combinaison d'un potentiel géologique reconnu, d'infrastructures en amélioration continue et d'un cadre réglementaire jugé de plus en plus compétitif constitue un levier majeur pour attirer de nouveaux investissements, tant dans l'exploration que dans l'exploitation.

Dans un contexte mondial marqué par la transition énergétique et la hausse de la demande en matières premières stratégiques, la Côte d'Ivoire semble désormais bien positionnée pour renforcer son rôle de pôle minier incontournable en Afrique de l'Ouest, tout en consolidant sa place parmi les juridictions minières les plus attractives du continent.

JFK



Publireportage / KOUMASSI CAMPEMENT



La haute direction de l'entreprise Plastica, conduite par son président Abass Badreddine, a pris part, le mardi 3 mars 2026, à une rupture collective interreligieuse marquant le jeûne musulman du Ramadan et le Carême chrétien. La cérémonie s'est tenue à Koumassi Campement, précisément à la cité Félix Houphouët-Boigny, en présence de plusieurs membres du gouvernement. Entre autres la ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Myss Belmonde Dogo, de la ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, ainsi que du ministre Alain Richard Donwahi.

À cette occasion, plus de 1 000 kits alimentaires ont été remis aux populations locales. Présentée comme partenaire des ministères concernés dans l'organisation de cette initiative, l'entreprise Plastica a réaffirmé son engagement en faveur de la cohésion sociale.

Une rupture collective interreligieuse
pour promouvoir le vivre-ensemble

Prenant la parole, Abass Badreddine a mis en avant l'importance du vivre-ensemble comme fondement d'une paix durable en Côte d'Ivoire.

« La Côte d'Ivoire est une terre de diversité. Cette diversité n'est pas une faiblesse, mais une richesse. Musulmans et chrétiens partagent ici les mêmes espaces, les mêmes défis et les mêmes espérances. La présence des autorités gouvernementales, des leaders communautaires et religieux ainsi que des populations témoigne de l'importance que nous accordons à la paix, au respect mutuel et au vivre-ensemble », a-t-il déclaré.

Selon le patron de Plastica, cette rupture collective interreligieuse va bien au-delà d'un simple moment de partage de repas. **« Elle est un symbole fort de notre volonté commune de cultiver la paix et la solidarité. Elle traduit notre conviction profonde que la foi en Dieu doit être un pont qui nous rapproche »,** a-t-il ajouté.

Il a également souligné que, au sein de son entreprise, les différences religieuses, ethniques ou culturelles s'effacent au profit d'un objectif commun.

« Comme toute entreprise citoyenne, Plastica rassemble au-delà des différences. Il n'y a ni religion, ni ethnie, ni origine : nous avons un objectif commun, produire, innover, servir et construire ensemble », a-t-il affirmé, avant de lancer un appel aux autorités présentes afin de poursuivre le soutien aux actions qui renforcent la cohésion sociale.

Pour ce qui les concerne, les ministres Myss Belmonde Dogo et Françoise Remarck ont exprimé leur reconnaissance à Abass Badreddine et à l'entreprise Plastica pour leur engagement. Elles ont rappelé que le Carême chrétien et le jeûne du Ramadan sont des périodes qui enseignent avant tout le partage, l'amour du prochain et la solidarité. Elles ont également invité l'ensemble des guides religieux et des fidèles à multiplier les prières pour le maintien d'un climat de paix et de cohésion en Côte d'Ivoire.

